

Les 75 salariés du Collectif Humain

TOUPNOT

16 Rue Mirambel
65000 Lourdes

Monsieur le Président de la République

Palais de l'Élysée
55, rue du faubourg Saint-honoré
75008 Paris

Le 29/04/2019

Monsieur le Président,

A l'aube d'une nouvelle réunion de concertation, entre vos ministères et nos dirigeants, pour statuer sur le devenir de notre entreprise, et l'avenir de nos emplois, tout nous laisse à penser, qu'il est en votre pouvoir de nous aider à sauver notre activité.

Nous, les 75 salariés de TOUPNOT, menant depuis plus de 4 mois un combat pacifiste, faisons le constat suivant :

Notre usine, TOUPNOT, née et basée à Lourdes depuis 1932, qui porte toujours le nom de son fondateur, se trouve à ce jour, menacée, et sur le point de disparaître.

En effet, au lendemain de l'incendie accidentel du 10 janvier 2019, nos dirigeants, actionnaires du groupe COFIGEO (RAYNAL et ROQUELAURE, WILLIAM SAURIN, ZAPETTI, GARBIT...) nous ont convaincus d'une chose, c'est qu'ils étaient « bien assurés ».

C'est en utilisant ces mêmes termes, pour communiquer avec les employés, 8 jours après le sinistre, que Monsieur Rémi ARNAUD de SARTRE, PDG de TOUPNOT et coprésident du groupe COFIGEO, se disait motivé, et avait su, à l'époque, séduire l'assemblée en rapportant, que « tout allait être mis en œuvre pour redémarrer l'activité ». Malheureusement aujourd'hui et après des mois de mutisme, il n'en est rien !

Monsieur le Président, pour reprendre l'expression de « premier de cordée » que vous avez tenté de réexpliquer à la presse lors de votre conférence du 25 avril 2019, chez nous, le leader, certainement très calculateur, a fait le choix de sectionner la corde, nous laissant seuls sur la paroi...

« Pitons et différentes prises » (préfet, élus, ministres, secrétaires d'état et chef de cabinet...) nous ont permis de rester accrochés jusqu'à ce jour. En raison du statut « privé » de ce groupe, nous sommes conscients que vous n'avez pas le pouvoir décisionnel ; néanmoins, à travers l'application du code du travail, et en s'appuyant sur différents indicateurs, taux de chômage, manque d'activités dans notre région désignée comme territoire d'industrie, il nous apparaît qu'il est de votre devoir, Monsieur le Président, de faire cesser cette mascarade trop souvent répétée par des dirigeants

dépourvus de tout sens moral, au comportement « d'actionnaires propriétaires » pour reprendre les termes de votre dernière intervention....

En vous écrivant ces quelques lignes et ne connaissant pas encore l'issue de la réunion du 29 avril 2019, par cette présente nous profitons de faire entendre notre voix, cet écho d'une montagne qui vous est chère...

Le sort de notre entreprise et nos emplois seront peut-être entre vos mains au moment où vous lirez ces mots; nous comptons sur vous, après analyse des décisions prises lors de cette ultime réunion, entre nos dirigeants et Monsieur Jean-Pierre FLORIS, pour juger, et surtout, faire respecter, le droit des travailleurs et les devoirs de leur patron.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre plus haute considération.

Les 75 salariés du Collectif Humain TOUPNOT

Représenté par :
Monsieur Philippe COMBES – CHSCT
combesphil@sfr.fr